



Monsieur Edouard Philippe  
Premier ministre  
57, rue de Varenne  
75 007 PARIS

Paris, le 5 février 2019

Monsieur le Premier ministre,

Dès novembre dernier et le début du mouvement des « gilets jaunes », le Parti socialiste a appelé à l'organisation d'États généraux sur le pouvoir d'achat et la transition écologique. Cette proposition, soutenue par des organisations syndicales, est restée lettre morte pendant de longues semaines. Vous avez finalement décidé d'organiser un « grand débat » jusqu'à mi-mars, auquel, en toute responsabilité, nous avons choisi de participer. Nous souhaitons qu'il permette de renouer les fils du dialogue avec les Français et offre une issue positive à cette crise.

Notre participation au comité de suivi du « grand débat » s'inscrit dans la même perspective. Toutefois, elle ne s'apparente pas à un blanc-seing donné à l'exécutif. Il s'agit d'une participation exigeante qui vise à s'assurer de la transparence, du pluralisme et de la neutralité des différents dispositifs déployés. A cet égard, nous regrettons sa mise en place tardive, qui n'a pas permis aux organisations politiques d'être associées aux réflexions en amont du « grand débat », mais uniquement de formuler des remarques une fois que celui-ci était lancé.

La première réunion du comité de suivi qui s'est déroulée mercredi 30 janvier ne nous a pas convaincus de l'entière sincérité de la démarche. Il est toujours à craindre que ce qui était présenté comme une opportunité démocratique par le président de la République ne se transforme au final en simple exercice de communication et en support de la campagne européenne du parti LREM.

C'est pourquoi, avant d'envisager les suites à donner à notre participation, nous souhaitons souligner un ensemble de points qui posent question.

S'agissant du **pilotage du débat**, nous dénonçons à nouveau le contournement de la Commission Nationale du Débat Public au regard de l'indépendance de la démarche. C'est une erreur forte que de s'être privé de son expertise. La nomination d'un duo de ministres pour animer le débat et la mise en place d'une mission ad hoc, pilotée directement par l'exécutif, ne peuvent que nourrir une suspicion légitime. Nous souhaitons à cet égard connaître la composition précise de cette mission et demandons une transmission régulière des recommandations et avis émis par les garants. Quid du comité de surveillance transpartisan évoqué ; quels sont sa composition et son rôle ?



**Le Premier secrétaire**

S'agissant du **cadrage du débat**, le Parti socialiste regrette l'orientation prise qui ne garantit pas la neutralité. Le débat aurait dû être sans tabou ; il n'aurait pas fallu fermer des portes, ni rejeter dès le départ certaines propositions. Logiquement, cet écueil se ressent dans la méthode, et en premier lieu sur la plateforme internet du « Grand débat ». Ainsi, les différentes fiches de présentation des enjeux sont fortement orientées idéologiquement en faveur des positions gouvernementales et ne permettent pas d'objectiver le débat. Elles ne permettent pas une lecture neutre des quatre grands thèmes – par ailleurs imposés sans concertation et sur certains aspects réducteurs. Nous souhaitons que ces fiches de présentation soient modifiées conformément aux remarques exprimées par les garants. S'agissant des questionnaires en ligne, nous déplorons qu'ils soient à la fois trop fermés et très fortement orientés eux aussi, interdisant toute analyse fine et objective de leurs résultats. Nous souhaitons savoir dans quelle mesure ils peuvent être réécrits pour ouvrir un débat sans présupposés, et comment ils seront exploités.

Par ailleurs, de nombreux outils de consultation ont été mis en place par d'autres acteurs institutionnels ou non, qu'il s'agisse du CESE, de la plateforme « le vrai débat », des initiatives d'organes de presse et de nombreux courriers reçus par le Premier ministre. Nous voulons savoir si et comment ces différents avis seront pris en compte dans la mesure où ils constituent des apports non négligeables à la pluralité du débat et des opinions.

S'agissant de la **restitution**, nous souhaitons être informés du nom du ou des prestataires retenus pour traiter les données, qu'elles soient de nature quantitative ou qualitative avec, dans ce dernier cas, un détail sur la méthodologie de traitement. Qui vérifiera que les éléments de synthèse du débat sont en adéquation avec les contributions ? De la même façon, nous souhaitons que vous confirmiez que l'ensemble des données brutes recueillies seront bien accessible en *open data* comme cela a été avancé pendant le comité de suivi. Enfin, nous voulons également comprendre comment et par qui vont s'opérer les synthèses des débats locaux et des cahiers de doléances au niveau régional.

Cette consultation arrive à un moment particulier, quelques semaines avant une campagne électorale. Suite à vos interventions régulières et à celles du président de la République, qui se placent plus dans une logique de parole que d'écoute, nous nous inquiétons de la place des oppositions dans un espace médiatique déjà saturé par la majorité. Plus fondamentalement, nous souhaitons savoir, de façon détaillée, comment ces prises de paroles seront prises en compte dans le cadre de la campagne des européennes et de son financement et au-delà, dans le **respect du pluralisme** au quotidien auquel le CSA doit veiller.

Enfin, la question la plus prégnante reçoit la réponse la plus floue pour le moment : **quelle issue à cet exercice ?**

Nous n'avons pas besoin de vous rappeler les espoirs et les enjeux inhérents à ce « grand débat ». Qu'il ne débouche sur rien serait catastrophique ; qu'il se réduise à un arbitrage final solitaire et vertical serait irresponsable. Aussi, comme nous l'avons publiquement exprimé à maintes reprises, nous demandons à l'issue du processus la mise en place d'une conférence sociale qui réunisse les partenaires sociaux, les corps intermédiaires, les élus et les gilets jaunes. Ce devrait être à eux, et à eux seuls, de conclure les travaux par des propositions précises sur lesquelles les Français auront à s'exprimer. Et si vous deviez retenir la voie référendaire comme issue à cette crise, il va de soi que pour ne pas en détourner le sens, les questions posées devraient servir à valider ou invalider les compromis adoptés par cette conférence sociale.



**Le Premier secrétaire**

Le « grand débat » a été installé dans la précipitation, sans prérogatives claires ni méthode de travail. Il est encore temps d'y remédier. C'est pourquoi, Monsieur le Premier ministre, nous vous remercions d'apporter des réponses précises à nos interrogations et de fournir au plus vite les garanties nécessaires au bon déroulement de cette consultation.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'assurance de notre haute considération.

**Olivier Faure**  
Premier secrétaire du Parti socialiste

**Eric Kerrouche**  
Représentant du Parti socialiste  
au comité de suivi